

Recherche publique : la France est en train de décrocher ; les directrices et directeurs d'unité de recherche associées au CNRS, ainsi que les élues et élus des instances du Comité national de la recherche scientifique se mobilisent

Nous, directrices et directeurs d'unité de recherche associées au CNRS, présidentes et présidents d'instances (1) du Comité national de la recherche scientifique, relevant de l'ensemble des disciplines — des mathématiques aux sciences humaines et sociales, de la physique à la biologie, de la chimie aux sciences de l'environnement et du numérique —, prenons aujourd'hui collectivement la parole. Le budget du CNRS, adopté le 13 mars 2026, entraîne une diminution des moyens alloués aux laboratoires et une incertitude majeure quant à l'avenir de l'organisme et de tous les établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche, également affectés par cette austérité budgétaire.

Nous constatons que les élues et élus au conseil d'administration du CNRS ont également exprimé unanimement leur désaccord face à ce budget, dont les effets sont d'ores et déjà visibles et affectent l'ensemble des personnels du CNRS et de ses laboratoires.

Ce qui se joue n'est pas un ajustement budgétaire. C'est une rupture.

En l'espace de deux ans, le CNRS a vu son budget et sa trésorerie ponctionnés de plus d'un demi-milliard d'euros, notamment en raison de charges nouvelles imposées par le gouvernement et non compensées. En 2026, une nouvelle réduction de 20 millions de crédits a été imposée en cours d'exercice à la suite d'une décision du Premier ministre, alors même que les laboratoires avaient déjà engagé leur programmation annuelle.

Cette décision, inédite, qui se traduit par une ponction de 13,5 millions d'euros sur les sommes initialement allouées aux instituts du CNRS pour le soutien aux laboratoires, désorganise en profondeur le fonctionnement de la recherche publique, malgré les mesures de l'organisme visant à amortir l'onde de choc.

Contrairement à une idée répandue, les budgets des laboratoires ne financent pas une abstraction. Ils permettent de travailler. Ils servent à acheter des équipements, à mener des expériences, à accueillir des doctorantes et des doctorants, ainsi que des jeunes chercheuses et chercheurs, à échanger avec des collègues étrangers, à faire vivre une communauté scientifique. Les réduire, c'est arrêter concrètement des recherches. C'est renoncer à des avancées des connaissances sur le cancer, le climat, les épidémies, les matériaux du futur, les transformations sociales, etc. C'est affaiblir notre capacité à comprendre le monde et à agir sur lui.

Ce qui est en cause aujourd'hui dépasse la seule question des montants des réductions de financement. C'est un engagement pour l'avancée des connaissances et pour nos sociétés qui vacille.

Depuis plusieurs années, les financements non fléchés diminuent au profit d'appels à projets ciblés, thématiques, souvent guidés par l'aval et limités dans le temps. La recherche est sommée de démontrer son utilité immédiate, de s'inscrire dans des priorités définies à court terme.

Cette évolution fragilise une réalité pourtant bien connue : les grandes découvertes ne se planifient pas. Elles émergent souvent de travaux mus par la curiosité, exploratoires, sans visée applicative *a priori*. Elles demandent du temps, de la liberté et de la confiance. Réduire ces espaces, c'est tarir à la source les innovations de demain.

Dans le même temps, la France s'éloigne des standards internationaux. Là où d'autres nations investissent massivement dans la recherche, les gouvernements français successifs envoient un signal contraire. Le budget consacré à la recherche et développement (R&D) stagne depuis 30 ans autour de 2,2 % du produit intérieur brut (PIB), nettement en deçà de la moyenne des pays de l'OCDE et encore plus loin des grandes nations scientifiques qui continuent d'augmenter leur effort de recherche ; ce déficit structurel d'investissement produit un décrochage durable de notre pays.

Les conséquences ne sont pas seulement scientifiques. Elles sont économiques, technologiques, stratégiques, démocratiques. Elles concernent aussi la formation : les laboratoires sont au cœur des universités et les scientifiques, en formant les étudiantes et les étudiants, irriguent la société de connaissances et d'esprit critique.

Affaiblir la recherche publique, c'est affaiblir la capacité d'un pays à se projeter, à avancer.

Partout en France, les mêmes constats se répètent : projets arrêtés, recrutements incertains, équipes fragilisées. Une mobilisation nationale des directrices et directeurs d'unité est en cours, toutes disciplines confondues, signe que l'inquiétude déjà exprimée publiquement par nos collègues de mathématiques (2) est très largement partagée.

Nous souhaitons donc alerter solennellement les pouvoirs publics et, plus généralement, les citoyennes et les citoyens sur l'importance majeure du choix qui est désormais devant nous : considérer la recherche comme une variable d'ajustement ou comme un investissement stratégique.

Il est encore temps d'agir.

Redonner des moyens stables et lisibles à la recherche publique et à tous ses personnels, chercheurs, enseignants-chercheurs, ingénieurs et techniciens, garantir une recherche libre, réaffirmer la place de la science dans le projet national, sont des conditions indispensables pour éviter un affaiblissement durable de la nation.

Renoncer à ces conditions, ce n'est pas seulement affaiblir la recherche. C'est renoncer à une part de notre avenir.

(1) Présidentes et présidents des sections du Comité national de la recherche scientifique, présidentes et présidents des conseils scientifiques d'institut du CNRS et du conseil scientifique du CNRS

(2) Tribune parue dans Le Monde le 14 avril 2026 - [La recherche publique est un investissement pour le futur, dont il faut assumer le caractère imprévisible](#)